

**SANTÉ** Depuis 2008, les hôpitaux haut-alpins auraient perdu 126 postes selon les syndicats... une quarantaine selon les directions

# Guerre des chiffres à l'hôpital

La Fédération hospitalière de France a lancé son cri d'alerte il y a quelques jours. Selon elle, entre 2008 et 2009, les hôpitaux publics français ont perdu près de 10 000 postes. Et Provence-Alpes-Côte d'Azur serait la deuxième région la plus touchée (derrière l'Île-de-France) avec 1 617 suppressions de postes. Mais qu'en est-il pour les hôpitaux haut-alpins ? Selon les directions des différents centres hospitaliers ou les syndicats, les chiffres varient presque du simple au triple. Ainsi, pour les premiers, "seulement" une quarantaine de postes auraient été gelés alors que les seconds parlent de 126 suppressions, et avancent même que de nouvelles devraient suivre... Petite revue d'effectifs.

Par Julien PICCARRETA

## Embrun : "Le plan de retour à l'équilibre est une obligation"



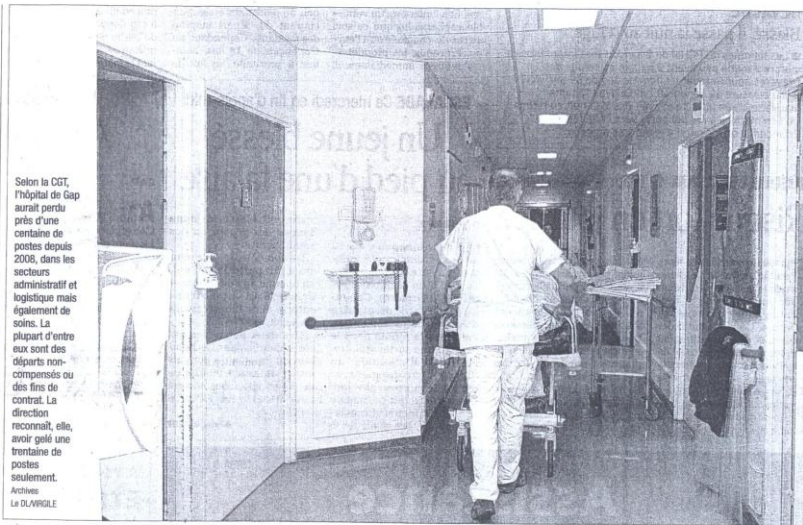
L'hôpital embrunais a gelé quatre postes ces deux dernières années, dont n à la direction. Le D.L.A.VIGLIE

À l'hôpital d'Embrun, qui compte actuellement 82 équivalents temps plein, la CFDT assure que cinq postes administratifs et logistiques ont été supprimés ces dernières années. Un chiffre très proche de ceux du directeur François-Xavier Beavogui, qui arie, lui, de « quatre postes gelés dont un à la direction ».

« Là où les analyses divergent, c'est sur les services de soins, où, selon les syndicats, une économie de dix postes a été effectuée. Le directeur préfère parler de « côté » d'une redistribu-

tion des effectifs, d'une réorganisation interne », tout en avançant quand même que « selon les cas, il est possible que l'on ne remplace pas tous les départs ».

En place depuis deux ans, François-Xavier Beavogui explique également que « le plan de retour à l'équilibre est une obligation [...] sous peine de mettre la clé sous le paillasson ». Le directeur confie également que son établissement pourrait, « lorsque cela est possible », avoir recours à des contrats aidés, types CAE ou CAV.



Selon la CGT, l'hôpital de Gap aurait perdu près d'une centaine de postes depuis 2008, dans les secteurs administratif et logistique mais également de soins. La plupart d'entre eux sont des départs non-compensés ou des fins de contrat. La direction reconnaît, elle, avoir gelé une trentaine de postes seulement. Archives Le D.L.A.VIGLIE

## Chicas : de 31 postes gelés à près d'une centaine supprimés

Depuis le plan Hospitalier des Alpes du Sud (Gap et Sisteron) a connu deux plans de retour à l'équilibre. Mais selon que l'on s'adresse aux responsables syndicaux ou à la direction, les effets de ces derniers sur la vie des deux établissements changent considérablement.

Si pour la direction le premier plan n'a eu aucun effet, et pour cause, « il a été rejeté par le conseil de surveillance », assure Daniel Bricout, directeur des affaires financières, la CGT l'accuse, elle, d'être res-

ponsable de plusieurs départs non-remplacés et de contrats non-renoués.

« En 2010, un nouveau plan de redressement a essayé de trouver des recettes supplémentaires », rappelle Valérie Clément, de la CGT. Mais à également induit, selon elle, de nouvelles réductions d'effectif.

« Dans les services de soins, on a enlevé une aide-soignante et une infirmière, ou deux aides-soignantes, ou deux infirmières. Il y a également eu une poussée des IDV (indemnités de départ volontaire), même si ce ne sont pas des licencie-

ments, on perd des postes ».

**"Le temps partiel est devenu la variable d'ajustement"**

Et la responsable syndicale d'assurer « qu'aujourd'hui, le temps partiel est devenu la variable d'ajustement. Des qu'il y a des arrêts-maladie, on rappelle des gens ». Selon elle, 44 équivalents temps plein (ETP) auraient été perdus sur les sites de Gap et Sisteron entre 2008 et 2009 et 47 autres entre 2009 et 2010. Soit un total de 91 ETP en moins pour 1 500 salariés.

À la direction des ressources humaines, on est pourtant loin de ces chiffres. Ici, on assure que le Chicas dans son ensemble avait une moyenne annuelle de 1 378 ETP en 2008, contre 1 347 l'an dernier. Soit une perte de 31 postes "seulement" en deux ans.

Et pour Daniel Bricout, ces derniers n'ont pas été supprimés mais « gelés ». Il s'agit de postes que l'on pourrait être amené à rouvrir si la situation financière s'améliorait. « Pour ce faire, le plan de retour à l'équilibre table cette année sur des recettes en

hausse. Dans cette optique, des médecins ont même été recrutés, les hôpitaux étant désormais rémunérés à l'activité (lire par ailleurs). Pour la direction, il n'est également pas prévu « des gels de postes supplémentaires pour 2011 ».

Sauf que là aussi, la CGT a un autre point de vue : « On s'attend à 40-45 départs cette année, reprend Valérie Clément. Peut-être qu'une dizaine seulement seront remplacés. Et c'est sans compter les nouveaux IDV ». La CGT en prévoit vingt.

### POURQUOI LES MÉDECINS NE SONT PAS CONCERNÉS ?

Aucun poste de médecin n'est actuellement menacé dans l'un des hôpitaux haut-alpins. Des augmentations d'effectif ont même eu lieu dernièrement. Cette situation s'explique par la tarification à l'activité mise en place par le plan Hospitalier 2007. Plus un hôpital fait d'actes médicaux, plus il reçoit de l'argent de l'Assurance-maladie, un poste de médecin en moins induit donc une source de revenus en baisse pour les établissements qui cherchent, au contraire, à augmenter leurs recettes.

## L'ARS conteste les données de la Fédération hospitalière

Sur les chiffres communiqués par la Fédération hospitalière de France, affirmant que 9 800 emplois ont été supprimés dans les hôpitaux français depuis 2008 (dont 1 617 en Paca), l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur dénonce, comme la DGOS (Direction générale de l'offre de soins), une « méthodologie contestable [...] qui ne tient pas compte des différents projets de réorganisation de la santé menés actuellement dans chaque région ». A noter également que le ministère de la Santé a lui aussi émis des réserves quant aux chiffres de la FHF, qui réunit pourtant près de 1 000 hôpitaux sous son égide et qui est présidée par Jean Léonetti, député-UMP.



Le plan de retour à l'équilibre a été voté le 15 mars dernier. Le centre hospitalier des Escartons doit désormais se séparer d'une cinquantaine de salariés. Archives Le D.L.A.VIGLIE

## Briançon : une cinquantaine de postes à geler

Le centre hospitalier des Escartons vit des moments difficiles. Personne ne l'ignore ou ne le nie. Le 15 mars dernier, le conseil de surveillance de l'établissement a validé le plan de retour à l'équilibre qui prévoit notamment le gel de 52 postes. Mais le syndicat CFDT précise également que, selon lui, 20 postes de contractuels ont déjà été supprimés depuis 2008.

Le tout nouveau directeur, Claude Perrin, parle pour sa part de « dix équivalents temps plein en moins en 2010 par rapport à 2008 (591 ETP l'an dernier contre 601 il y a deux ans, médecins non-compris) ». Quant au plan mis en œuvre, le directeur avoue qu'il aura « un impact sur les effectifs avec une baisse sur trois ans » mais tient également à rappeler « la si-

tuation économique très difficile de l'établissement ».

Concernant la baisse prévue des effectifs, aucun licenciement ni même de non-reconduction de contrat n'est envisagé selon Claude Perrin qui privilégie « le non-remplacement des départs à la retraite et les recours aux indemnités de départ volontaire ».

Claude Denais, secrétaire départementale de la CFDT, rappelle, lui, que « les hôpitaux tournent actuellement, pour beaucoup de choses, à flux tendus, il y a de gros besoins ». Lors du vote du plan de retour à l'équilibre, Richard Favre, du syndicat Force ouvrière, avait ainsi expliqué qu'à Briançon, « il y a des services où on ne parvient même plus à faire des plannings ».